

---

# Le nouveau Parti de gauche en Allemagne : une gauche si extrême?

---

**Dieter Segert**

*Mai 2006*

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

En 2005, l'Ifri a ouvert une branche européenne à Bruxelles. Eur-Ifri est un *think tank* dont les objectifs sont d'enrichir le débat européen par une approche interdisciplinaire, de contribuer au développement d'idées nouvelles et d'alimenter la prise de décision.

*Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)  
Tous droits réservés, Ifri, 2006 - [www.ifri.org](http://www.ifri.org)  
Institut français des relations internationales  
27 rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15 - France  
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : 33 (0)1 40 61 60 60

# Le PDS : historique, programme et orientations

Depuis l'unification allemande en 1990, le parti du socialisme démocratique (PDS)<sup>1</sup>, héritier du parti unique en République démocratique allemande (RDA), a plusieurs fois été donné pour mort. Récemment, il est pourtant réapparu sur la scène politique sous un nouveau nom : la Linkspartei.PDS (Parti de gauche. PDS). Que faut-il penser de ce succès ? Est-ce un pur hasard ou est-il destiné à durer ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'étudier les évolutions du PDS au cours des dernières années, en s'arrêtant plus particulièrement sur son programme et son électorat, mais aussi d'observer la situation politique actuelle dans la République de Berlin.

## ***Du SED au PDS***

Le PDS est issu de la refondation, au cours de l'hiver 1989/1990, du parti d'État de la RDA, le parti socialiste unifié (SED). Confronté à des conditions politiques radicalement différentes, il doit rapidement faire face à une crise d'adaptation, touchant à la fois son financement et sa légitimité. En effet, il a pendant un certain temps failli être interdit et, dans la foulée, a perdu plus de 90% des anciens membres du SED<sup>2</sup>. Malgré tout, à l'Est de l'Allemagne, le PDS reste jusqu'à aujourd'hui le parti qui compte le plus grand nombre d'adhérents. Vers la fin de l'année 1993, ce dernier termine sa traversée du désert. En 1994, les résultats de deux élections illustrent sa vitalité retrouvée : en Saxe-Anhalt, un gouvernement minoritaire formé par l'alliance rouge-verte peut gouverner grâce au soutien du PDS ; en automne, la même année, le PDS parvient, grâce à ses trois mandats directs acquis à Berlin<sup>3</sup>, à entrer au Bundestag comme groupe

---

Dieter Segert est professeur de sciences politiques à l'université de Vienne. Traduction de l'allemand : Anne-Lise Barrière.

<sup>1</sup> Partei des Demokratischen Sozialismus.

<sup>2</sup> Sur le terme de crise d'adaptation et sur le phénomène au sein du SED/PDS, voir C. Machos et D. Segert, « Überraschende politische Erfolge postkommunistischer Parteien in Deutschland und Ungarn: Parallelen und Unterschiede », in I. Rudolph (dir.), *Geplanter Wandel, ungeplante Wirkungen. Handlungslogiken und -ressourcen im Prozess der Transformation*, Berlin, Sigma, 1995, p. 216-229.

<sup>3</sup> Selon le droit électoral allemand, un parti ne peut avoir de mandat que s'il a obtenu plus de 5% des voix pour ses listes au niveau fédéral ou s'il a obtenu trois mandats directs dans des circonscriptions électorales. Dans ce dernier cas, il obtient le nombre de mandats correspondant au nombre de voix obtenu.

parlementaire fort de 30 membres.

Plus récemment, réformateurs et conservateurs du parti ont débattu de la nouvelle ligne politique à adopter. Sur beaucoup de questions, le programme du parti voté en 1993 était un compromis entre ces deux groupes. Le PDS restait un parti de l'Est, mais gagnait sans cesse en influence à l'Ouest. Il y a eu de grands débats sur la possibilité de participer à un gouvernement, au moins au niveau régional (*Landesregierung*). D'autres changements ont eu lieu en 1998 : le PDS a dépassé de justesse le seuil des 5% lors des élections du Parlement fédéral. De plus, le parti est entré au gouvernement du Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale. À la fin de cette période d'ascension et de gain d'influence continu, le PDS a vu son importance considérablement augmenter lors des élections anticipées du Parlement régional de Berlin : à Berlin Est, il obtint, et de loin, le meilleur score avec 47,6% des voix ; pour l'ensemble de la ville, il se retrouva à la troisième place, juste derrière l'Union chrétienne-démocrate (CDU), dont le score électoral était en chute libre. Le parti social-démocrate (SPD) proposa alors au PDS de participer à la formation du gouvernement de Berlin.

Ce succès dans la capitale fédérale, qui signifiait dans une certaine mesure la fin de la vieille élite politique ouest-berlinoise et de sa domination sans faille sur tout Berlin, marqua aussi le début des problèmes du PDS<sup>1</sup>, comme on le vit plus tard. Ce dernier avait des représentants dans deux gouvernements régionaux et ses électeurs attendaient de lui des transformations politiques visibles. Mais le parti n'était pas suffisamment préparé à ce nouveau rôle. La crise économique qui se fit sentir au même moment aggrava encore le problème politique du PDS. Ce dernier fut lui-même responsable de cette crise pour n'avoir pas encore su trancher, dans sa querelle interne, entre les différentes alternatives politiques : « opposition au système » ou « participation responsable », parti d'« opposition critique du système » ou parti « réformiste appelé à gouverner »<sup>2</sup>. Autre signe de ce blocage interne : la conclusion du débat sur le programme, commencé en 1995, fut repoussée jusqu'en 2003. En conséquence, le parti mena pour les élections parlementaires de 2002 une campagne sans objectifs clairs. La direction de l'époque espérait apparemment que la courbe ascendante des résultats électoraux (1990 : 2,4%, 1994 : 4,4%, 1998 : 5,1%) continuerait automatiquement à grimper. Mais le PDS n'obtint que 4% des voix et eut, contrairement à 1994, non pas trois mais deux mandats directs : il n'était donc plus question, comme lors des précédentes élections, d'entrer au Bundestag en formant un groupe parlementaire à part entière<sup>3</sup>. Le statut de parti politique du PDS au niveau fédéral fut donc remis en question.

Cette crise a été utilisée par les réformateurs au sein de la direction du PDS pour élaborer un nouveau programme et pour développer leur propre hégémonie dans le parti. Le programme d'octobre 2003, adopté à une nette majorité lors du congrès de Chemnitz, affirme qu'il est naturel

---

<sup>1</sup> Le sociologue est-allemand Michael Chrapa a analysé cette corrélation après les élections de 2002. « Fin 2001 jusqu'à fin 2002 : une période de stagnation et d'éclosion de crises. Dans l'ensemble, on ne réussit pas à dessiner un profil politique du PDS qui soit lisible pour l'opinion publique. » Voir à ce sujet son étude : « Sozialistische Politik in schwierigen Zeiten », in M. Brie et C. Hildebrandt (dir.), *Für ein anderes Europa. Linksparteien im Aufbruch*, Berlin, Karl Dietz Verlag, 2005, p. 340-357.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 344 sqq.

<sup>3</sup> Cela signifie pour le PDS : pour trois mandats directs obtenus, il aurait eu environ 25 mandats correspondant à 1,9 millions de voix (4 %), mais là, il n'en a obtenu que deux.

pour le PDS de se positionner comme parti socialiste à l'échelle fédérale. Face à l'alternative exposée ci-dessus, une troisième position fut élaborée : sans renoncer à participer à la formation d'un gouvernement, le PDS ne souhaite pas s'en tenir à cela. Pour créer les conditions d'un véritable changement de stratégie politique, il vise à devenir un parti de gauche indépendant et fort, qui s'allierait avec des mouvements de société (surtout des ONG critiques face à la mondialisation) ou qui collaborerait avec les forces de gauche des partis politiques (SPD et Verts) et s'unirait avec certains syndicats. Pour le PDS, il s'agit – dans l'esprit du concept d'hégémonie politique et culturelle d'Antonio Gramsci – de provoquer un changement d'orientation de l'Allemagne vers une démocratie citoyenne et sociale, grâce à l'émergence d'une nouvelle gauche qui s'imposerait dans la société<sup>1</sup>.

## ***Un nouveau programme politique***

Dans le nouveau programme du parti<sup>2</sup>, le contour de cette politique apparaît clairement. Partant d'une analyse de la situation politique globale, telle qu'elle s'est formée depuis les années 1970, le PDS veut développer, en accord avec d'autres forces sociales et politiques, une alternative de réforme démocratique, sociale et citoyenne. Parmi les projets importants, on trouve la protection des droits fondamentaux contre des interventions étatiques inappropriées (le parti souligne qu'il se considère comme un parti socialiste des droits du citoyen), l'extension des possibilités de démocratie directe au niveau de l'État fédéral et au niveau européen, le soutien des revendications syndicales pour l'obtention de conventions collectives globales, pour la réduction du temps de travail et pour un salaire minimum légal. La résolution du dernier congrès de Halle, exigeant un salaire horaire minimum légal de 8 euros, a d'ailleurs été prise en accord avec le congrès de la WASG<sup>3</sup>, la nouvelle formation politique conduite par Oskar Lafontaine, congrès réuni le même jour à Ludwigshafen. Cela illustre très clairement cette recherche d'alliance réformatrice réunissant différentes forces et désigne l'espace choisi pour le combat politique.

Cette politique est considérée comme une alternative au modèle prôné par certains représentants de la CDU et des unions patronales. Ces derniers proposent un modèle appelé « salaire combiné », qui table sur un salaire minimum très bas (4 à 5 euros par heure de travail), accompagné de subventions salariales versées par l'État. D'après certains syndicats et économistes de gauche, ce modèle représente une tentative d'étendre davantage encore le secteur des bas salaires en Allemagne<sup>4</sup>. Le PDS n'est pas seul à s'engager pour un salaire minimum légal – qui pour l'instant n'existe pas en Allemagne. Il est rejoint sur ce point par des représentants

---

<sup>1</sup> M. Brie, « Die PDS zwischen Krise und Kampf um einen Neubeginn », in M. Brie et C. Hildebrandt (dir.) *op. cit.*, p. 318-339, ici p. 333.

<sup>2</sup> Cf. le site de la Linkspartei : <[sozialisten.de/partei/dokumente/programm/index.htm](http://sozialisten.de/partei/dokumente/programm/index.htm)>.

<sup>3</sup> Wahlalternative für Arbeit und Soziale Gerechtigkeit, que l'on peut traduire par « Alternative électorale pour la justice sociale et l'emploi ».

<sup>4</sup> Voir entre autres l'étude de Rudolf Hickel de l'université de Brême (été 2005) : <[www.iaw.uni-bremen.de/rhickel/pdf\\_dateien/mindestlohn-82005.pdf](http://www.iaw.uni-bremen.de/rhickel/pdf_dateien/mindestlohn-82005.pdf)>.

du SPD, comme Ottmar Schreiner, président du groupe de travail des salariés du SPD. Le calcul stratégique du PDS est évident : il souhaite que se forme un large mouvement extra-parlementaire pour un salaire minimum légal et exerce alors une pression publique sur le SPD, contribuant ainsi à une transformation générale de la scène politique allemande.

Parmi les autres projets de politique intérieure, le PDS revendique la suppression du système scolaire organisé en filières et l'introduction d'une phase, la plus longue possible, d'un tronc commun d'enseignement pour tous les enfants. Si l'on fait une comparaison internationale, on constate que c'est en Allemagne que les enfants issus des couches sociales démunies sont le plus nettement désavantagés dans le système scolaire. Dans ce domaine, le PDS aspire aussi à une meilleure intégration sociale des enfants de citoyens étrangers par une politique de soutien plus active. En termes de politique étrangère, le PDS défend la conception d'une Allemagne qui s'engage pour une justice à l'échelle mondiale et soutient la mise en place d'une organisation internationale d'aide et d'urgence capable d'intervenir dans le monde entier. En affirmant que « notre liberté ne se défend pas dans l'Hindou-kouch », le PDS s'est élevé contre l'expression de Peter Struck, le ministre allemand de la Défense de l'époque, qui croyait à la nécessité de défendre les intérêts allemands en Afghanistan. Selon le PDS, l'Europe ne devrait pas participer à la course aux armements, mais devrait développer à l'échelle globale une alternative pacifique à la volonté hégémonique des États-unis.

La transformation des finalités politiques que se donne le PDS se mesure à sa critique du modèle socialiste de RDA. Dans son programme, le PDS avance aujourd'hui que le SED n'a été ni capable ni désireux de « relier le socialisme à la démocratie et à la liberté. Ainsi cette voie était caractérisée par des fautes douloureuses, des manquements et des crimes contre la civilisation<sup>1</sup> ». Le socialisme n'est donc plus conçu comme un système achevé d'organisation sociale ou comme une structure institutionnelle fixe (étatisation des rapports de propriété et domination politique et institutionnelle du peuple), mais comme « l'aspiration à un état dans lequel tous les citoyens obtiennent un accès aux principaux biens, qui leur permet une vie marquée par l'autodétermination, la liberté et la sécurité sur le plan social ». Parmi ces biens, on compte la participation démocratique, la protection face à la violence, la sécurité sur le plan social, l'accès au travail rémunéré, la protection de l'environnement et l'accès à la formation et à la culture<sup>2</sup>.

Michael Brie, l'un des intellectuels réformateurs du PDS, énonce comme but immédiat de cette politique la remise en question de la légitimité politique de la ligne dominante. Pour lui, l'objectif stratégique indirect est de créer les conditions pour une nouvelle alliance et pour un changement de direction vers une démocratie plus citoyenne et plus sociale en Allemagne. Il estime que l'évolution de la situation allemande depuis l'annonce du calendrier de « réformes néo-libérales » du gouvernement Schröder (Agenda 2010), montre qu'il existe aujourd'hui un potentiel pour une transformation fondamentale de la politique. Selon lui, la politique de l'Agenda se heurte au refus d'une grande partie de la population, mais ce potentiel politique n'est pas mobilisable ; car ces citoyens, s'ils se méfient profondément de l'élite dirigeante et de sa

---

<sup>1</sup> Programme du PDS du 26 octobre 2003 : [sozialisten.de/partei/dokumente/programm/index.htm](http://sozialisten.de/partei/dokumente/programm/index.htm).

<sup>2</sup> *Ibid.* Sur ce point, voir aussi M. Chrapa, *op. cit.*, p. 347.

politique, ne verraient pas encore d'alternative politique réalisable<sup>1</sup>. En résumé : il y aurait certes une crise de l'hégémonie néo-libérale, mais pas de force opposée suffisamment forte pour provoquer une alternative politique.

## ***Un nouveau climat politique en Allemagne***

À travers cette grille de lecture, on peut très bien interpréter la situation politique allemande à partir de l'été 2003. La direction du SPD autour du chancelier Schröder a essayé de stopper la perte d'influence politique du SPD en reprenant les revendications principales de la CDU dans le domaine de la restructuration de l'État social. Au cœur des propositions de l'Agenda 2010, une restructuration à marche forcée de l'État social est imposée au détriment des couches sociales les plus démunies de la population. L'une des propositions centrales est de fusionner l'aide sociale et les indemnités de chômage, ainsi que de diminuer de façon substantielle les prestations sociales. Certains secteurs syndicaux, voyant à présent leurs espérances déçues, se sont opposés à ce projet, alors même que, lors des élections de 2002, ils avaient encore nettement soutenu la coalition rouge-verte contre l'alliance de l'opposition (partis chrétien-démocrate, chrétien-social et libéral).

En outre, un large mouvement de protestation s'est élevé dans le pays. Celui-ci est surtout ancré à l'Est, où la population utilisa son mode de protestation désormais traditionnel : les célèbres « manifestations du lundi<sup>2</sup> ». À la suite de l'annonce de l'Agenda 2010, en mars 2003, l'été et l'automne ont été marqués par des manifestations plus ou moins importantes, dont le noyau dur manifestait régulièrement le lundi – jusqu'à aujourd'hui dans certains cas. En mai et en novembre 2003 eurent déjà lieu des manifestations générales, organisées par des syndicats ou par des initiatives citoyennes, rassemblant plusieurs dizaines de milliers ou même des centaines de milliers de personnes. Il serait intéressant de savoir pourquoi le centre de gravité de ce mouvement de protestation s'est développé à l'Est. J'avancerai ici seulement l'hypothèse selon laquelle, d'une part, les Allemands de l'Est se sentaient davantage concernés que

---

<sup>1</sup> M. Brie, « Die PDS zwischen Krise und Kampf um einen Neubeginn », *op. cit.*, p. 320 sqq. Brie donna lors de cette étude une appréciation fort juste de la situation concernant une grande partie des classes moyennes. Elles seraient marquées par une « dramatique peur de l'avenir », qui contraste particulièrement avec la situation des années 1980. À cette époque, seulement 36% des personnes interrogées ressentaient le conflit entre pauvres et riches comme primordial. À la fin des années 1990, ils étaient 70 à 80%.

<sup>2</sup> Cette expression fait référence à une forme d'action qui s'est développée dans le courant de l'année 1989 à Leipzig et qui prenait son inspiration dans les prières pour la paix qui avaient lieu le lundi : les manifestants prirent possession de l'espace public d'abord dans cette ville, puis dans beaucoup de villes de RDA : ils s'y rencontraient toujours au même moment, de façon pacifique, pour exprimer leurs revendications. Sur les manifestations de Leipzig, voir W. Schneider, *Leipziger Demontagebuch*, Leipzig, Kiepenheuer, 1990. Il y eut plusieurs tentatives de revenir à ces manifestations du lundi, par exemple au printemps 1991, lors de la première crise de la politique de la réunification. Mais ce sont surtout les « manifestations du lundi » des années 2004 et 2005 qui ont été couronnées de succès. Une synthèse de ces manifestations se trouve sur le site d'Attac Allemagne : <[attac.de/genug-fuer-alle/matrix/termine.php](http://attac.de/genug-fuer-alle/matrix/termine.php)>.

les Allemands de l'Ouest par la transformation des indemnités de chômage en aide sociale ; d'autre part, le fait que cette indemnité soit plus faible à l'Est qu'à l'Ouest<sup>1</sup> a été perçu comme une forme de discrimination se perpétuant. C'est pourquoi ils se sont davantage révoltés que les Allemands de l'Ouest concernés par ces mesures.

Dans ce contexte, on constate un élément vraiment nouveau. À côté de l'activisme particulier des Allemands de l'Est, est apparue une nouvelle perception des problèmes, déjà latente les années précédentes, qui dépasse le clivage Est-Ouest. Dans un sondage effectué en 2002 sur les conflits les plus importants dans la société allemande, 80% des personnes interrogées à l'Est et 70% à l'Ouest considèrent le conflit entre pauvres et riches comme le problème le plus important. 84% des citoyens de l'Est interrogés et 70% de l'Ouest pensent que ce problème se renforcera à l'avenir<sup>2</sup>. Pour transformer cette perception des problèmes en une problématique politique réelle, il manquait un parti politique à l'échelle de l'Allemagne entière. Jusque là, le PDS apparaissait toujours à l'Ouest comme étant un parti de l'Est. D'autres partis d'opposition étaient peu appropriés pour prendre la tête de la protestation sociale en raison de leur image politique – bien que, par moments, même la CSU bavaroise intégrât cette protestation sociale dans sa démarche. Si, au sein du SPD, la gauche politique s'agita, elle ne put néanmoins s'imposer contre le chancelier. La crise de direction du parti qui en résulta déboucha sur le retrait de Gerhard Schröder comme président du parti en février 2004.

Il y avait ainsi une place vide dans le champ politique et aucun acteur n'était assez fort pour l'occuper. Là-dessus se greffa l'initiative des dissidents du SPD et des syndicats, qui fondèrent au printemps et à l'été 2004 d'abord des unions, puis un parti nommé WASG (Alternative électorale pour la justice sociale et l'emploi). Comme certains des membres déçus du PDS adhérèrent à ce nouveau parti, il y eut au départ – surtout là où le PDS avait pris des responsabilités dans des gouvernements régionaux – des refus de coopération à l'égard du PDS. Après l'annonce des élections anticipées, pendant l'été 2005, Oskar Lafontaine, qui s'était investi entre temps à la WASG, surmonta ces réticences en appelant à créer un parti de gauche uni à travers toute l'Allemagne. Le PDS, de son côté, était bien préparé à cette initiative par l'évolution de son programme. En outre, certains politiciens du PDS avaient depuis longtemps noué des liens informels avec des dissidents sociaux-démocrates.

---

<sup>1</sup> La différence, désormais révolue, était de 12 euros.

<sup>2</sup> Cf. les données d'une étude de *Focus*, « Aufbruch 2002 ? » ; cité par M. Chrapa, *op. cit.*, tableau 1, p. 352



# Le PDS et ses électeurs

## ***Succès lors des élections législatives de 2005***

Le PDS, qui a maintenant pris le nom de Die Linke. PDS, est devenu en 2005 le quatrième parti par ordre d'importance au Bundestag, avec 8,7% des suffrages de « deuxième voix ». Son succès apparaît clairement, surtout si l'on observe les données suivantes : le parti a vu son nombre de suffrages plus que doubler par rapport à la dernière élection ; il a bénéficié d'un gain de voix en valeur absolue qui a dépassé les résultats de tous les autres partis. Et ce n'est pas un hasard si les pertes du SPD en matière de votes correspondent peu ou prou aux gains du PDS. Une part importante des électeurs qui votaient auparavant pour le SPD a reporté ses voix vers la Linkspartei<sup>1</sup>. Alors que ce parti n'était représenté au sein du dernier Parlement que par deux députés élus par mandat direct dans deux circonscriptions berlinoises, le PDS dispose aujourd'hui de 54 députés.

Le succès d'un PDS dont la mort fut annoncée à plusieurs reprises<sup>2</sup> a fait sensation, et pas seulement à cause de l'augmentation du nombre d'électeurs de plus de 50% (en chiffres absolus). Ce résultat a aussi montré qu'une alliance « rouge-rouge-verte », c'est-à-dire SPD-PDS-Verts, pouvait, du moins en théorie, former une majorité à la gauche de la CDU, car en 2005 elle a totalisé 51% des votes. Cependant, malgré deux expériences concluantes de gouvernements régionaux<sup>3</sup> sur la base d'une alliance « rouge-rouge », ni le SPD, ni la Linkspartei n'étaient prêts en 2005 à réaliser une telle coalition. Le PDS venait de remporter un succès électoral précisément grâce à son rejet très net de la politique économique et sociale du SPD et des Verts et ne pouvait naturellement pas aider les représentants de cette même politique à obtenir une majorité.

De plus, des personnalités connues se trouvaient parmi les députés de la Linkspartei, en particulier les deux présidents du groupe parlementaire, Gregor Gysi et Oskar Lafontaine. Gysi est l'homme politique le plus célèbre du PDS sur le plan international. Lafontaine a été de 1995 à

---

<sup>1</sup> On évalue à presque 1 million le report des voix du SPD vers Die Linke.PDS. Les Verts perdent eux aussi une bonne partie de leurs voix. Voir l'annonce de la rédaction en ligne d'ARD du 19 septembre 2005 :

<stat.tagesschau.de/wahlarchiv/wid246/analysewanderung0.shtml>.

<sup>2</sup> Voir p.e. l'analyse G. Neugebauer et R. Stöss, *Die PDS. Geschichte. Organisation. Wähler. Konkurrenten*, Opladen, Leske und Budrich, 1996 ; surtout leur pronostic, p. 306.

<sup>3</sup> Depuis 1998, le SPD gouverne avec le soutien du PDS en Mecklembourg-Poméranie occidentale, depuis 2001 dans le Land de Berlin.

1999 président du SPD, mais aussi ministre-président de la Sarre pendant de longues années et ministre des Finances du premier gouvernement Schröder. De même, un autre ancien responsable du SPD, Ulrich Maurer, longtemps président de son parti en Bade-Wurtemberg et membre de la présidence de la SPD, représente maintenant la Linkspartei au Parlement. Klaus Ernst, l'un des fondateurs de la WASG, permanent de premier plan du syndicat IG-Metall et membre actif du SPD pendant des décennies, et Luk Jochimsen, rédactrice en chef des programmes de la télévision publique en Hesse, sont devenus députés fédéraux de la Linkspartei.

Enfin, les résultats n'étaient pas seulement dus au vivier de l'électorat PDS des régions de l'Est, mais aussi au fait que la Linkspartei a réussi à se détacher, pour la première fois à l'Ouest, de son image de petit parti : en Sarre les résultats étonnants situés autour de 20% des « deuxièmes voix » (moyenne du Land : 18,5%, soit une augmentation de 17,1% par rapport aux élections précédentes) sont bien sûr à attribuer principalement à la relation particulière qu'entretiennent les électeurs sarrois avec Lafontaine. Cependant, on a aussi pu observer une nette amélioration des résultats dans d'autres circonscriptions, dans lesquelles la Linkspartei a vu ses chiffres électoraux dépasser nettement les 5%. A Brême ou dans l'arrondissement de Hambourg-Centre, le parti de gauche a ainsi enregistré jusqu'à plus de 8% des votes. Dans la circonscription de Francfort-sur-le-Main et dans toute une série de circonscriptions de la région de la Ruhr, il a atteint 7% ou plus, à Cologne I et Kiel, 6% des votes sont allés à la Linkspartei. De même, le parti a obtenu de bons résultats, autour de la barre des 5%, à Wiesbaden, Hanovre, Düsseldorf I et Stuttgart II et dans d'autres circonscriptions de capitales régionales.

## ***Les succès de la Linkspartei à l'Est et à l'Ouest***

Ce succès électoral de la Linkspartei a-t-il été un succès éphémère, dû à la situation relativement ouverte créée après la dissolution anticipée du 15<sup>ème</sup> parlement par Schröder lors de l'été 2005, ou repose-il sur des tendances à long terme bien plus stables ? Comment peut-on expliquer sur le fond les raisons des transferts de voix du SPD au PDS ? À l'Est, le PDS avait perdu beaucoup de voix au profit du SPD en 2002, mais il semble maintenant les avoir reconquises. Les électeurs de l'Est sont beaucoup moins liés à un parti que dans les Länder de l'Ouest<sup>1</sup>. Ils se réfèrent à des problèmes précis, aux propositions de solutions élaborées par les partis et à d'autres éléments décisifs. Par exemple, les élections de 2002 se sont jouées sur la politique irakienne du chancelier de l'époque, très appréciée à l'Est, et sur les sympathies qu'il gagna par son engagement en faveur des victimes des inondations en Saxe. Le rejet de l'Agenda 2010 de Schröder et surtout la réforme des indemnités de chômage et de l'aide sociale, mieux connue sous le nom de « Hartz IV », ont manifestement beaucoup

---

<sup>1</sup> Cf. les travaux de Peter Lösche qui soutient que les électeurs de l'Est ont un comportement beaucoup plus « américain » que ceux de l'Ouest (« Neuer Typus von Partei? », in M. Brie et R. Woderich (dir.), *Die PDS im Parteiensystem*, Berlin, Karl Dietz Verlag, 2000, p. 86-92, ici p. 90.

influencé les élections de 2005 à l'Est. Quelques indices très forts le montrent : des sondages à la sortie des urnes permettent d'établir que les thèmes de la justice sociale et de la politique du marché du travail du SPD ont été décisifs dans le passage du vote SPD au vote PDS<sup>1</sup>.

En Allemagne de l'Ouest en revanche, ce furent moins des raisons conjoncturelles qu'une tendance à long terme qui poussa de nombreux partisans du SPD à s'éloigner de ce parti. Cela apparaît clairement si l'on observe les raisons de la réussite du PDS à l'Ouest. Ce succès a tout d'abord été possible grâce à la création d'un mouvement très soutenu par d'anciens membres actifs du SPD, qui s'est par la suite constitué en parti et s'est orienté vers une union avec le PDS. Il s'agit de la WASG, apparue au printemps et à l'été 2004 grâce à la volonté de syndicalistes liés depuis longtemps au SPD. À l'origine de cette initiative, on trouve la déclaration gouvernementale du chancelier Schröder en mars 2003 et son agenda de réformes. Oskar Lafontaine a soutenu ces dissidents dès leur première bataille électorale, lors des élections du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie en mai 2005, pour lesquelles ils sont toutefois restés bien loin du seuil des 5% (2,2% des voix). Pour ces élections, le PDS et la WASG ont présenté des listes séparées. Le SPD a perdu, au profit de la CDU, la majorité qu'il détenait depuis des décennies dans ce grand Land. Ce résultat électoral fut bien sûr un facteur déterminant dans la décision de Schröder d'avancer les élections législatives d'un an.

La WASG, fondée par des permanents syndicaux (surtout d'IG Metall), sert d'intermédiaire entre la Linkspartei et les syndicats. Alors que, jusque là, la plupart des directions syndicales avaient plutôt évité de travailler avec le PDS, des rencontres eurent désormais lieu à tous les niveaux. Les syndicats ver.di et IG Metall furent très actifs. Dans le numéro du 12 septembre 2005 (peu avant les élections) de *Einblick*, le journal de la Confédération des syndicats allemands (DGB), on constate un rapprochement entre les positions du SPD et des syndicats, mais aussi de nombreuses convergences entre le DGB et la Linke.PDS : « La plupart des responsables politiques », selon l'article, « qui travaillent ou travaillaient dans les syndicats, sont aujourd'hui présents sur les listes du SPD et du parti Linke.PDS<sup>2</sup> ». Le Parti de gauche et les permanents syndicaux préparent des programmes similaires pour mettre en place une offensive commune contre la politique de « démantèlement social » – chose qui, récemment encore, aurait été impensable.

En général, le gain d'influence du PDS à l'Ouest est moins dû à la politique même du parti qu'à la crise des relations entre la direction du SPD et les syndicats (qui éclata au grand jour après l'annonce par le gouvernement de l'Agenda 2010) ou encore au rejet absolu de la politique du SPD et des Verts par les ailes gauches de ces partis. En fait, plusieurs éléments ont brisé le lien entre ces membres engagés et leur parti d'origine : l'engagement militaire du gouvernement rouge-vert dans le monde, le soutien à la guerre en Yougoslavie en 1999 et, depuis mars 2003, les réformes économiques et sociales du gouvernement.

---

<sup>1</sup> Sur les raisons du transfert des voix entre les partis, voir l'étude citée par Infratest-dimap et commandée par ARD : 40% des anciens électeurs du SPD en Allemagne de l'Est interrogés donnent comme raison déterminante l'absence de justice sociale, 39% la politique liée au marché de l'emploi. Aussi, le mot-clef « justice sociale » fut central pour le choix de la Linkspartei, à l'Est aussi bien qu'à l'Ouest (respectivement 56% et 59% des nouveaux électeurs). Voir <stat.tagesschau.de/wahlarchiv/wid246/umfragewechsel0.shtml>.

<sup>2</sup> Voir le compte rendu dans *Einblick* : <www.einblick.dgd.de/archiv/0516/tx051603.htm>.

## ***Qui sont les électeurs de la Linke. PDS ?***

Si l'on s'en tient aux données chiffrées, plus de 4 millions de citoyens (soit 8,7% des voix) ont voté pour Die Linke.PDS ; ils sont principalement situés dans les régions de l'Est et à Berlin, mais aussi en Sarre et dans quelques régions d'Allemagne de l'Ouest à forte concentration urbaine. Toutes les autres données structurelles utilisées dans les sondages<sup>1</sup> dessinent un profil qui renvoie aux particularités de la société est-allemande : faible proportion d'étrangers, peu de personnes attachées à la religion, taux de chômage élevé. La parenté de cet électorat avec celui du SPD apparaît non seulement dans les transferts de voix, mais aussi dans le fait que la part des électeurs de la Linkspartei est plus importante dans les fiefs du SPD (10,2%) que dans la moyenne du pays, alors qu'elle est nettement inférieure dans les fiefs de la CDU (3,5%).

L'électeur type de la Linkspartei est plus souvent chômeur ou travailleur indépendant (ce chiffre n'étant vraiment significatif que pour la première de ces catégories : 23% des chômeurs ont voté pour la Linkspartei). C'est un peu plus souvent un homme qu'une femme (9% contre 7%), plus jeune que la moyenne de ses membres. Parmi ces derniers, on compte une très forte majorité de retraités<sup>2</sup>, alors que ce sont surtout des électeurs âgés de 45 à 59 ans (10%) qui ont voté pour la Linke.PDS ; celui-ci a aussi rencontré un certain écho chez les jeunes électeurs, contrairement par exemple à la CDU-CSU, qui a cette fois-ci recueilli moins de voix chez les jeunes de 18 à 24 ans. Pour 60% des électeurs interrogées, la question de la justice sociale a été décisive dans le vote PDS. Sur ce point, il ne semble pas y avoir de grande différence entre l'Est et l'Ouest. Cependant, pour les transfuges ouest-allemands du SPD, la justice sociale n'apparaît qu'en troisième position, derrière la politique économique et la politique du marché du travail ; chez les transfuges est-allemands du SPD au contraire, cette question apparaît en première place des préoccupations.

Pour finir, il faut brièvement évoquer l'évolution de l'image du PDS, depuis 2002, dans les électorats de l'Est et de l'Ouest<sup>3</sup>. Il apparaît que, dans l'esprit des électeurs, ce parti est en premier lieu perçu comme représentant les intérêts est-allemands – même si, au fil du temps, cette perception est en légère baisse. Vient ensuite son engagement pour ceux qui sont socialement défavorisés et finalement, citée de façon plus nette encore à l'Ouest qu'à l'Est, sa capacité à organiser des mouvements de protestation publics. En 2002, l'engagement du PDS pour la justice sociale était encore moins au centre des préoccupations des citoyens de l'Ouest. Cette priorité ne semble s'être affirmée qu'au cours des campagnes de protestation contre Hartz IV et en union avec les activités de la WASG.

---

<sup>1</sup> Ces données sont, sauf précision contraire, issues des sondages de Infratest-dimap réalisés à la demande d'ARD durant la soirée électorale : [stat.tagesschau.de/wahlarchiv/wid246/index.shtml](http://stat.tagesschau.de/wahlarchiv/wid246/index.shtml).

<sup>2</sup> Selon les nouvelles statistiques du PDS (31 décembre 2003), 3,3% des membres ont moins de trente ans, mais 60% ont plus de 65 ans : [sozialisten.de/partei/daten/statistiken/struktur.htm](http://sozialisten.de/partei/daten/statistiken/struktur.htm).

<sup>3</sup> M. Chrapa cite selon des études internes du PDS lui-même, tableau 4, p. 355 et suiv.

# Quel avenir pour une nouvelle gauche en Allemagne ?

Cette évolution du PDS est-elle due à une situation temporaire ou ouvre-t-elle la voie à un changement durable du système des partis en Allemagne ? Il est évident que, dans une démocratie, le changement politique ne peut venir d'un groupe soutenu par à peine 10% des électeurs. La Linkspartei a-t-elle alors les moyens d'accroître son influence ? Pourra-t-elle obtenir, dans un avenir proche, une majorité politique en Allemagne ?

Dès le départ, le PDS a représenté un défi pour le système des partis allemands. À cause des particularités de l'unification allemande, de la « transformation par l'intégration » qu'elle suppose, de la domination du système institutionnel et de la nature de l'élite de l'ancienne RFA (qui a entraîné une marginalisation des acteurs politiques du tournant démocratique en RDA en 1989-90), il existe un « déficit de représentation<sup>1</sup> » des intérêts spécifiquement est-allemands. En Allemagne de l'Est, la désaffection vis-à-vis des partis majoritaires ouest-allemands que sont le SPD et la CDU a favorisé le succès de partis populistes de droite et d'extrême droite. Les représentants de cette tendance siègent encore dans deux parlements régionaux de l'Est de l'Allemagne<sup>2</sup>. Le PDS, qui représente plus fortement les intérêts est-allemands, pourra-t-il attirer ces voix ? Rien n'est moins sûr étant donné qu'il considère l'Allemagne comme un pays d'immigration et soutient activement l'intégration des étrangers.

Avec l'inquiétude que suscite la fin du capitalisme social (*sozialstaatlicher Kapitalismus*) chez les électeurs du centre dans les deux parties de l'Allemagne, de nouvelles chances se sont offertes au PDS. Elles sont renforcées par la nouvelle orientation du programme du PDS vers un « parti socialiste à l'échelle fédérale » (Brie), mais aussi et surtout par l'apparition chez les sociaux-démocrates d'un groupe dissident ayant un ancrage syndical. Ces chances pourront-elles se concrétiser ? Cela dépendra d'une série de facteurs – sauf si le PDS se borne à rester un petit parti. D'une part, la Linkspartei doit vraiment se constituer, puis se stabiliser en tant que parti. Jusqu'ici, elle n'existe qu'en tant que groupe parlementaire commun. D'ici l'été 2007, le nouveau parti a un long chemin devant lui ; il devra surtout faire ses preuves cet automne lors des deux importantes élections régionales à Berlin et en Mecklembourg-Poméranie occidentale. D'autre part, il a besoin de partenaires de coalition solides. Nulle part en Europe les partis se situant à gauche de la social-démocratie n'ont pu, ces dernières années, exercer d'influence sans l'appui des grands partis sociaux-démocrates. Cela vaut pour la Suède, la Norvège ou l'Italie.

---

<sup>1</sup> H. Abromeit, « Die 'Vertretungslücke'. Probleme im neuen deutschen Bundesstaat », *Gegenwartskunde* 1993, 42/3.

<sup>2</sup> Six représentants de l'Union populaire allemande (DVU) siègent en Brandebourg, neuf députés du Parti national démocratique (NPD) en Saxe.

Le SPD n'est pas, du moins pour l'instant, prêt à une telle coalition, sauf peut-être sur le plan régional. Et même là, il se déclare jusqu'à présent hostile à une alliance avec la Linkspartei, comme on vient de le voir en Saxe-Anhalt : dans ce Land, le SPD a préféré entrer en tant que partenaire minoritaire dans une grande coalition avec la CDU, plutôt que de s'allier avec le Parti de gauche – ce qui était réalisable d'un point de vue numérique. Il serait intéressant de savoir si, à l'avenir, une coalition entre le SPD et la Linkspartei pourrait réellement avoir lieu dans une région de l'Ouest de l'Allemagne, par exemple en Sarre<sup>1</sup> – si bien sûr les deux partis obtenaient la majorité des voix. Mais il faudra certainement attendre quelques années pour le vérifier.

Pour l'ensemble du SPD, une telle alliance est aujourd'hui improbable. Car les blessures infligées par le Parti de gauche au SPD au moment où Lafontaine a brusquement quitté le gouvernement en 1999 sont encore présentes. Un changement ne sera possible que si la Linkspartei réussit à développer une alternative politique crédible à la stratégie actuelle du SPD. Les raisons qui rendent encore plus difficile une alliance entre la Linkspartei et les Verts sont nombreuses ; en particulier, les Verts sont un parti fortement ancré à l'Ouest et n'ont pas encore trouvé leur enracinement à l'Est (sauf à Berlin). Les représentants ouest-allemands du Parti de gauche viennent de la mouvance sociale-démocrate et syndicale, ce qui ne rendrait pas la coopération plus facile avec les Verts.

Il y a donc beaucoup d'inconnues quant à un avenir politique durable de la Linkspartei en Allemagne. Il ne dépend pas seulement de la situation intérieure de l'Allemagne, mais aussi de l'évolution des forces politiques au niveau de l'Union européenne. Jusqu'à présent, les conditions pour une hégémonie culturelle de gauche – semblable à celle de la gauche après la Deuxième Guerre mondiale – ne sont pas réunies : dans les nouveaux États membres de l'UE, la gauche doit encore trouver son identité propre. En Pologne et en Slovaquie, les partis concernés connaissent une crise existentielle<sup>2</sup>, qui provient certainement du fait qu'ils ont entrepris un projet de transformation économique, ne laissant que peu de place à leur mission traditionnelle de gauche qui consiste en une mise en forme sociale de la mutation économique. Mais, jusqu'à aujourd'hui, leurs élites politiques se sont plutôt mises du côté de ceux qui tirent un profit social de la transformation, ce qui pose bien sûr problème face à des sociétés profondément divisées. Le fossé séparant les élites et le peuple s'élargit et jusqu'à présent les fractions des élites de droite comme de gauche n'envisagent de réduire ce fossé entre élites et peuples qu'avec des arguments populistes. En Europe de l'Ouest, la gauche sociale-démocrate – sauf en Scandinavie – s'est usée ou se retrouve dans l'opposition. Il est encore difficile de préjuger de l'avenir de la gauche italienne. La gauche a de bonnes chances de revenir au pouvoir lors des prochaines élections parlementaires en France, mais on ne sait pas encore si elle mènera une politique de gauche active sur les questions européennes. À l'échelle de l'UE, il n'y a guère d'ébauches de coopération entre la gauche traditionnelle et la nouvelle gauche. Sans une nouvelle gauche qui s'affirme au niveau européen, il ne pourra certainement pas y

---

<sup>1</sup> Lors des élections législatives de 2005, SPD et Linkspartei ont obtenu en Sarre plus de 50% des voix.

<sup>2</sup> Le parti polonais de la gauche démocrate a chuté aux dernières élections de 2005 à 11%, alors qu'il avait obtenu 41% des voix lors des élections précédentes. Le parti de la gauche démocrate slovaque a cessé d'exister après sa lourde défaite en 2002. Les membres restants du parti ont rejoint un autre parti, appelé Smer.

avoir de tournant vers une démocratie citoyenne et sociale en Allemagne. Le temps des socialismes nationaux est révolu.

Quel pronostic faire en conclusion ? Face au rejet croissant du démantèlement de l'État social en Allemagne, Die Linke.PDS restera certainement un élément durable dans le système des partis allemands – qu'il se situe à 7 ou 15% des voix. Il ne se bornera sûrement pas à être le représentant des intérêts spécifiquement est-allemands, mais se transformera vraisemblablement en un parti de gauche pour l'ensemble de l'Allemagne. Parviendra-t-il cependant à imposer en Allemagne et en Europe son projet de démocratie citoyenne et sociale, voilà une question à laquelle il est aujourd'hui impossible de répondre.